

Avons-nous réussi à faire valoir nos droits sur l'exploitation des pêches du plateau continental? Tant de problèmes préoccupent si vivement les personnes réfléchies qu'à mon avis, une mauvaise gestion à l'étranger est une des principales causes de nos maux économiques. Nous faisons fausse route dans le domaine commercial; nous nous retirons de certaines régions du monde où nous devrions agir et nous affirmer résolument; nous négligeons de protéger nos pêcheurs; nous manquons d'esprit d'initiative sur les marchés mondiaux; comme je le prouvais il y a quelques minutes, nous perdons des marchés précieux et utiles. Ce sont des questions de ce genre qui doivent être envisagées non seulement par les députés au cours du présent débat, mais aussi par tous les Canadiens. C'est cette considération et la perspective de ce devrait être la situation qui nous ont sans doute incité à demeurer ici au lieu de déclencher des élections et sonder l'opinion publique sur la mauvaise gestion financière du gouvernement actuel.

M. Leonard Hopkins (Renfrew-Nord-Nipissing-Est): Monsieur l'Orateur, j'estime que c'est un privilège que de participer au débat en ce moment précis, après le discours que vient de prononcer le député de Hillsborough (M. Macquarrie). Au début de mon intervention cet après-midi, j'aimerais lui donner un exemple des grandes économies et des grands avantages économiques qu'a permis le chef actuel de l'opposition (M. Stanfield) ici à la Chambre. Permettez-moi de citer le compte rendu d'une séance de notre comité permanent des ressources nationales et des travaux publics devant lequel les représentants de l'*Atomic Energy of Canada* ont comparu il y a une quinzaine de jours. Le président a alors posé la question suivante à M. Gray, président d'*Atomic Energy of Canada, Limited*:

Comme vous le savez, nous achetons de l'eau lourde dans autant de pays que possible. Pouvez-vous nous donner les noms de ces pays et le prix par livre de cette eau lourde à l'heure actuelle? En comparaison, à combien nous reviendrait l'eau lourde si nous pouvions en fabriquer assez pour subvenir à nos besoins?

A cette question, M. Gray répondit:

Nous avons acheté un lot aux États-Unis à des prix qui varient de \$24 à \$30 la livre, le dernier prix en date étant de \$39 la livre. Nous avons également acheté en Suède à \$31 la livre, en Russie à \$30 et à \$22 la livre et à la Grande-Bretagne à \$30. Par ailleurs, nous en avons loué à l'Argentine à un taux de 7 p. 100, que nous lui avons d'ailleurs renvoyée.

Si la société *Glance Bay* . . .

Il s'agit de l'usine qui avait été établie par le chef de l'opposition alors qu'il était premier ministre de la Nouvelle-Écosse. Je reprends la citation:

Si la société *Glance Bay* avait produit de l'eau lourde selon les prévisions, nous en aurions eu plus qu'assez et nous n'aurions pas été obligés d'en acheter à des prix aussi élevés. Le montant global s'est en effet élevé à des millions de dollars, nos contrats d'achat variant de \$20.50 à \$16 avec une moyenne de \$18.15. Nous payons en ce moment \$20.50 la livre pour l'eau lourde produite par la *Canadian General Electric*, donc vous voyez qu'il y a une grande différence entre ces \$20 et le nouveau prix de \$39. En moyenne nous avons payé \$30 la livre pour 1,600 tonnes environ, ce qui à \$10 supplémentaire par livre correspond à un coût supplémentaire global de 30 millions de dollars environ.

• (1700)

Est-ce là le genre d'économie ou de mesure économique que le parti de l'opposition aimerait offrir aux Canadiens,

à une époque où notre gouvernement tient le premier rang dans de nombreux domaines, comparé aux autres pays du monde occidental?

Mais envisageons maintenant certains des éléments positifs de la vie. Nous vivons dans un pays qui a de très grandes possibilités. Je pense que le député de Sault-Sainte-Marie (M. Murphy) avait raison tout à l'heure, car avons-nous jamais comparé les défauts de notre propre pays avec les modes de vie, les économies et les problèmes des autres pays du monde? J'ai posé cette question à la Chambre auparavant et je la repose. Qui serait prêt à échanger son mode de vie au Canada à l'heure actuelle, avec celui d'une personne d'un autre pays du monde? Levons-nous, comptons-nous et allons de l'avant fermement décidés à favoriser l'expansion de notre pays. Je tiens à dire, au nom de tous les députés de la Chambre des communes, que si l'on écoutait de temps en temps les députés de l'arrière-ban, ceux qui connaissent à fond leurs circonscriptions, si l'on prenait à cœur leurs recommandations et si l'on envisageait de prendre des mesures appropriées, nous ne connaîtrions pas certains des problèmes qui existent actuellement à tous les niveaux de gouvernement.

Je vais vous en donner un exemple bien précis. Je ne me pose pas en prophète, mais le 22 octobre 1970, dans un discours prononcé à la Chambre, comme en fait foi la page 475 du *hansard*, je disais ce qui suit:

Je voudrais dire quelques mots au sujet des transports. Des taux de transport équitables et de bonnes routes sont importants à l'économie canadienne, tout comme le sont nos politiques très méritoires en matière d'expansion économique régionale.

Je tiens à dire que je ne critique nullement le ministère de l'Expansion économique régionale. Je me rappelle qu'en 1962, la ville de Pembroke comptait près de 3,000 chômeurs et que c'étaient nos vis-à-vis de l'opposition officielle qui étaient au pouvoir à cette époque. On n'a rien fait alors pour remédier au chômage dans cette région. Je félicite le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) d'avoir eu au moins le bon sens et le courage d'agir et d'établir un programme sans se préoccuper des critiques que son administration pourrait lui attirer. Notre monde ne s'en prend toujours qu'à ceux qui savent agir et non aux critiques en chambre.

Dans ce même discours du 22 octobre 1970, je déclarais également:

La vallée de l'Outaouais a toujours souffert de routes exécrables. S'il est une chose dont nous avons un besoin urgent, c'est d'une bonne artère.

Permettez-moi de donner à la Chambre un bon exemple de ce que je veux dire. Le pont situé au centre du village de Petawawa, et franchissant la rivière Petawawa, fut construit avant que les premières troupes n'occupent la base de Petawawa en 1907. On lui demande maintenant de convoyer toute la circulation routière à destination de la base de Petawawa et provenant des différentes parties du comté, ainsi que celle se rendant à Chalk River. Invariablement, il se produit un énorme embouteillage en plein cœur de Petawawa aux heures de pointe et c'est un chapelet de voitures qui atteint fréquemment trois milles de long. Un matin, il y a environ quinze jours, les laboratoires atomiques de Chalk River ont dû défalquer \$2,000 en salaires pour la simple raison que les employés étaient arrivés en retard à leur travail sans aucune faute de leur part. Le conseil régional de Renfrew a porté ce problème à l'attention du ministre de la Voirie de l'Ontario par une résolution lui demandant que soit terminée rapidement l'autoroute 417. On demanda au député de Lanark-Renfrew-Carleton (M. McBride) et à moi-même d'appuyer ce mémoire, ce que nous fîmes.